



Jacqueline Gourault

Jacqueline Gourault, née le 20 novembre 1950 à Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher), est une femme politique française.

Sénatrice de 2001 à 2017 et vice-présidente du Sénat de 2014 à 2017, elle est nommée ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, en 2017. Issue de l'UDF, elle est également vice-présidente du Mouvement démocrate (MoDem) chargée de la formation et des élus. En 2018, elle est nommée ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Elle est nommée au Conseil constitutionnel par le président Emmanuel Macron en 2022.

Origines et profession

Née Jacqueline Germaine Marthe Doliveux, elle est la fille de Martial Doliveux, un marchand de bestiaux de Montoire-sur-le-Loir, et de son épouse Madeleine, travaillant avec lui. Son époux, Gérard Gourault, a repris l'élevage de chevaux de son père^{1,2}.

Après une licence d'histoire³ à l'université de Tours⁴, elle obtient le CAPES d'histoire-géographie³ et devient enseignante au lycée Sainte-Marie de Blois, poste qu'elle occupe entre 1973⁵ et 1997⁶.

Parcours politique

Élue du Loir-et-Cher

Elle s'engage en politique en 1974, lors de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing². Éluée conseillère municipale en 1983, elle est maire de La Chaussée-Saint-Victor de 1989 à 2014.

Jacqueline Gourault



Jacqueline Gourault en 2017.

Fonctions

Membre du Conseil constitutionnel français

En fonction depuis le 14 mars 2022
(4 ans, 4 mois et 6 jours)

Président Laurent Fabius
Richard Ferrand

Prédécesseur Nicole Maestracci

Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales

16 octobre 2018 – 5 mars 2022
(3 ans, 4 mois et 17 jours)

Président Emmanuel Macron
Premier ministre Édouard Philippe
Jean Castex

Gouvernement Philippe II
Castex

Prédécesseur Jacques Mézard
(Cohésion des territoires)

C'est en 1993, lors des élections législatives, que Jacqueline Gourault émerge sur la scène politique départementale en menant campagne contre Jack Lang, alors maire de Blois. Celui-ci est réélu avec 51,5 % des voix, mais elle parvient à faire annuler son élection par le Conseil constitutionnel, qui le condamne, en outre, à un an d'inéligibilité⁷. Lors de l'élection partielle de 1994, le candidat socialiste, Michel Fromet, suppléant de Jack Lang en 1993, est élu avec 59,7 % des voix⁸. En 1997, elle se présente de nouveau aux élections législatives et est défaite (46,8 %) face à Jack Lang⁹.

En 1998, elle est une des rares élues de Loir-et-Cher à refuser toute alliance avec le Front national au conseil régional. Elle mène campagne pour Nicolas Perruchot (UDF), qui ravit la ville de Blois au PS lors des élections municipales de 2001.

Lors des élections régionales de 2004, elle est la tête de liste de l'UDF en région Centre. Sa liste arrive en quatrième position au niveau régional au premier tour, avec 13,7 % des voix¹⁰. Elle fusionne au second tour avec la liste de l'UMP.

En mars 2014, elle est élue conseillère municipale à La Chaussée Saint-Victor sur la liste conduite par Stéphane Baudu. Elle est également conseillère communautaire de la Communauté d'agglomération de Blois « Agglopolys ».

Sénatrice

En 2001, elle est élue au premier tour sénatrice dans le Loir-et-Cher. Elle est réélue sénatrice, également au premier tour, lors des élections sénatoriales de 2011. Elle est élue vice-présidente du Sénat en 2014¹¹.

Jacqueline Gourault s'oppose à la loi de 2013 ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe¹².

Dirigeante centriste

Après le départ de nombreux responsables centristes en 2002 pour l'UMP, Jacqueline Gourault reste fidèle à François Bayrou. Elle est membre du bureau exécutif de l'UDF en tant que vice-présidente exécutive. Contrairement à la plupart des parlementaires UDF qui se rallient à Nicolas Sarkozy lors du second tour de

Successeur Joël Giraud

Ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur

21 juin 2017 – 16 octobre 2018
(1 an, 3 mois et 25 jours)

Président Emmanuel Macron

Premier ministre Édouard Philippe

Ministre Gérard Collomb

Gouvernement Philippe II

Prédécesseur *Fonction créée*

Successeur Laurent Nuñez
(secrétaire d'État)

Vice-présidente du Sénat

8 octobre 2014 – 21 juin 2017
(2 ans, 8 mois et 13 jours)

Élection 8 octobre 2014

Président Gérard Larcher

Présidente de la délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

7 décembre 2011 – 5 novembre 2014
(2 ans, 10 mois et 29 jours)

Prédécesseur Claude Belot

Successeur Jean-Marie Bockel

Première vice-présidente de l'Association des maires de France

18 novembre 2004 – 27 novembre 2008
(4 ans et 9 jours)

Prédécesseur Jacques Pélissard

Successeur André Laignel

Sénatrice française

2 octobre – 2 novembre 2017
(1 mois)

Réélection 24 septembre 2017

Circonscription Loir-et-Cher

Successeur Jean-Paul Prince

1^{er} octobre 2001 – 22 juillet 2017
(15 ans, 9 mois et 21 jours)

Élection 23 septembre 2001

Réélection 25 septembre 2011

Circonscription Loir-et-Cher

Groupe politique UDI-UC

l'élection présidentielle de 2007, Jacqueline Gourault ne donne pas de consigne de vote. Elle fait partie de l'équipe dirigeante du Mouvement démocrate, créé le 1^{er} décembre 2007. Présidente de la fédération MoDem de Loir-et-Cher, elle ne se représente pas à cette fonction lors des élections internes de 2008.

Elle soutient Alain Juppé pour la primaire présidentielle des Républicains de 2016¹³ puis parraine Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017.

Ministre sous la présidence d'Emmanuel Macron



Jacqueline Gourault en 2018.

Elle est nommée ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, le 21 juin 2017, dans le deuxième gouvernement d'Édouard Philippe. Cette nomination intervient grâce à François Bayrou, selon ses propres dires^{14, 15}. Elle dispose d'un cabinet composé de huit personnes¹⁶. Elle partage l'ensemble des attributions de son ministre de tutelle¹⁷. Contexte indique qu'« auprès de Gérard Collomb, à la fibre plus sécuritaire, elle incarne la voix des territoires au gouvernement. Concrètement, elle reçoit chaque semaine des associations d'élus, se déplace auprès des maires, traite le dossier Corse quasiment en direct avec le Premier ministre »¹⁸.

En septembre 2017, lors des élections sénatoriales, elle est réélue sénatrice. Restant au gouvernement, elle n'exerce pas ce mandat¹⁹, puisqu'elle occupe déjà des fonctions gouvernementales.

Le 12 décembre 2017, le Premier ministre, Édouard Philippe, lui confie la fonction informelle de suivi du « dossier corse », à la suite de la victoire des nationalistes aux élections territoriales de 2017²⁰. Elle

Présidente de la communauté d'agglomération de Blois-Agglropolys

19 mars 2001 – 30 mars 2005
(4 ans et 11 jours)

Prédécesseur *Collectivité créée*
Successeur Nicolas Perruchot

Conseillère générale de Loir-et-Cher

22 mars 1998 – 31 décembre 2001
(3 ans, 9 mois et 9 jours)

Élection 22 mars 1998
Circonscription Canton de Blois-1
Prédécesseur Yves Genet
Successeur Marie-Hélène Millet

Conseillère régionale du Centre

27 mars 1992 – 28 mars 2001
(9 ans et 1 jour)

Élection 22 mars 1992
Circonscription Loir-et-Cher
Successeur Jean-Luc Schnoering

Maire de La Chaussée-Saint-Victor

20 mars 1989 – 30 mars 2014
(25 ans et 10 jours)

Prédécesseur Danièle Charron
Successeur Stéphane Baudu

Biographie

Nom de naissance Jacqueline Germaine Marthe Doliveux
Date de naissance 20 novembre 1950
Lieu de naissance Montoire-sur-le-Loir (France)
Nationalité Française
Parti politique UDF puis MoDem
Profession Professeure d'histoire-géographie
Distinctions Chevalier de la Légion d'honneur (1997)

utilise l'expression de « prisonniers politiques » pour désigner des détenus de droit commun^{21, 22}. Les négociations restent bloquées²³.

Le 3 août 2018, le Premier ministre lui confie la mission d'ouvrir le dialogue entre les élus locaux du Haut et Bas-Rhin afin d'organiser la fusion de ces deux départements dans une « collectivité européenne » d'Alsace^{24, 25} en suite du rapport du préfet Jean-Luc Marx.

Le 16 octobre 2018, elle est nommée ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, succédant à Jacques Mézard²⁶.

En juillet 2021, le Sénat adopte en première lecture son projet de loi 3DS (initialement 4D)²⁷. Si son objectif initial était de « donner du souffle à notre démocratie », son manque d'ambition a été critiqué initialement par les sénateurs, parmi lesquels Françoise Gatel²⁸. Le texte regroupe des mesures variées telles que la création d'un « contrat de mixité sociale » dans le cadre de la pérennisation de la loi SRU, d'un droit de veto aux maires pour l'installation d'éoliennes, le renforcement des pouvoirs du département pour le versement du RSA et des présidents des conseils régionaux sur l'ARS qui deviendraient co-présidents du conseil d'administration^{28, 27, 29}.

Membre du Conseil constitutionnel

En février 2022, Emmanuel Macron propose de nommer Jacqueline Gourault au Conseil constitutionnel³⁰. Cette proposition suscite la polémique sur les bancs de l'opposition de droite, car contrairement à l'usage, Jacqueline Gourault n'est ni juriste, ni publiciste³¹. Pour le souligner, lors de son audition à l'Assemblée nationale, Guillaume Larrivé présente des questions pointues. À l'inverse, Philippe Bas (ancien président de la commission des Lois du Sénat), a précisé que « le Conseil constitutionnel n'a pas seulement besoin de juristes, mais aussi des personnalités qui connaissent la société française »³¹.

Cette nomination est validée par le Parlement le 23 février 2022 par 41 voix pour, 31 voix contre et 4 abstentions (29 voix pour et 15 voix contre pour les députés, 12 voix pour et 16 voix contre pour les sénateurs)³¹. Elle prête serment le 8 mars 2022³².

Détail des mandats et fonctions

Au gouvernement

- 2017-2018 : ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'Intérieur.
- 2018-2022 : ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Au Sénat

- 2001-2017 : sénatrice, élue dans le Loir-et-Cher.

- 2014-2017 : vice-présidente du Sénat.

Au niveau local

- 1989-2014 : maire de La Chaussée-Saint-Victor.
- 1992-2001 : conseillère régionale de la région Centre.
- 1998-2001 : conseillère générale de Loir-et-Cher, élue dans le canton de Blois-1.
- 2001-2005 : présidente de la communauté d'agglomération de Blois-Agglopolys.
- Depuis 2014 : conseillère municipale de La Chaussée-Saint-Victor.
- Depuis 2014 : conseillère communautaire de la communauté d'agglomération de Blois.

Autres fonctions

- Vice-présidente de l'association des maires de France, chargée de l'intercommunalité.
- Depuis 2022 : membre du Conseil constitutionnel.

Distinctions

Le 31 décembre 1997, Jacqueline Gourault est nommée au grade de chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur au titre de « conseiller régional, maire ; 24 ans de services civils et de fonctions électives »³³ puis faite chevalier le 17 avril 1999³⁴. Elle est promue au grade d'officier le 13 juillet 2026 au titre de « membre du Conseil constitutionnel, ancienne ministre, ancienne sénatrice de Loir-et-Cher »³⁴.

Notes et références

1. Éric Hacquemand, « Jacqueline Gourault : "Le cheval, une tradition familiale" » (<https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Betes-de-pouvoir-Jacqueline-Gourault-Le-cheval-une-tradition-familiale-1566093>), *Paris Match*, semaine du 26 juillet au 1^{er} août 2018, p. 32.
2. « Jacqueline Gourault, une ministre née à Montoire » (https://actu.fr/centre-val-de-loire/montoire-sur-le-loir_41149/jacqueline-gourault-une-ministre-nee-a-montoire_10902540.html), *actu.fr*, 2 juillet 2017.
3. Marcelo Wesfreid, « Jacqueline Gourault (https://www.lexpress.fr/politique/jacqueline-gourault_490903.html?cmp_redirect=true) », sur *L'Express*, 8 février 2004 (consulté le 20 juillet 2025).
4. Jean-Victor Semeraro, « Remaniement. Quelles attributions pour Jacqueline Gourault à Beauvau ? (<https://www.ouest-france.fr/politique/gouvernement/remaniement/remaniement-jacqueline-gourault-en-renfort-place-beauvau-5078592>) », sur *Ouest-France*, 21 juin 2017 (consulté le 20 juillet 2025).
5. « Biographie de Jacqueline Gourault Enseignante, Femme politique, Membre du Conseil constitutionnel (<https://www.whoswho.fr/biographie/jacqueline-gourault-46214>) », sur *Who's Who* (consulté le 20 juillet 2025).
6. salonsdechoiseul.wordpress, « Les biographies de nos conférenciers sur les salons de Choiseul le Jeu : de G à Z (<https://lessalonsdechoiseul.com/2025/02/22/les-biographies-de-nos-conferenciers-sur-les-salons-de-choiseul-le-jeu-de-g-a-z/>) », sur *Les Salons de Choiseul*, 22 février 2025 (consulté le 20 juillet 2025).

7. Décision n° 93-1328/1487 AN du 9 décembre 1993 (https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/1993/931328_1487AN.htm) du Conseil constitutionnel
8. « Résultats des élections législatives partielles à Blois (<https://www.humanite.fr/node/73031>) », sur *L'Humanité*, 1994 (consulté le 27 septembre 2018).
9. « Résultats des élections législatives partielles de 1997 (<https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/elections-legislatives-1997-resultats-572061/>) », sur *data.gouv.fr*, 1997 (consulté le 27 septembre 2018).
10. « Résultats des élections régionales 2004 ([https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales_2004/\(path\)/regionales_2004/024/024.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Regionales/elecresult_regionales_2004/(path)/regionales_2004/024/024.html)) », sur *interieur.gouv.fr*.
11. « Jacqueline Gourault élue à la vice-présidence du Sénat : ses nouvelles missions (<http://jgourault.fr/2014/10/10/jacqueline-gourault-elue-a-la-vice-presidence-du-senat-ses-nouvelles-missions/>) », sur *jgourault.fr*, 10 octobre 2014.
12. Mathieu Dejean, « Quand la nouvelle ministre Jacqueline Gourault votait contre le mariage pour tous » (<https://www.lesinrocks.com/actu/quand-la-nouvelle-ministre-votait-contre-le-mariage-pour-tous-43123-22-06-2017/>), *lesinrocks.com*, 22 juin 2017.
13. Ludovic Vigogne, « Primaire à droite: la liste des premiers soutiens parlementaires » (<https://www.lopinion.fr/edition/politique/primaire-a-droite-liste-premiers-soutiens-parlementaires-101334>), *lopinion.fr*, 20 avril 2016.
14. « Jacqueline Gourault au gouvernement : une très proche de Bayrou chargée des collectivités (<https://www.publicsenat.fr/article/politique/jacqueline-gourault-au-gouvernement-une-tres-proche-de-bayrou-chargee-des>) », sur *Public Sénat*, 22 juin 2017.
15. Décret n° 2017-1146 du 10 juillet 2017 (<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/7/10/IN-TX1719035D/jo/texte>) relatif aux attributions de la ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.
16. « Cabinet de la ministre auprès (<https://www.interieur.gouv.fr/La-ministre-aupres/Cabinet-de-la-ministre-aupres>) », sur *interieur.gouv.fr*.
17. Dominique Albertini, « Jacqueline Gourault, «agent traitant» de l'exécutif auprès des élus (https://www.liberation.fr/france/2017/11/20/jacqueline-gourault-agent-traitant-de-l-executif-aupres-des-elus_1611399) », sur *liberation.fr*, 20 novembre 2017 (consulté le 16 octobre 2018).
18. Samuel Le Goff, Simon Prigent, Diane de Fortanier et Hortense Goulard, « Les attributions informelles des secrétaires d'État « sans attribution » (https://www.contexte.com/article/pouvoir-s/les-attributions-des-secretaires-detat-sans-attribution_84435.html) », sur *contexte.com*, 22 mars 2018 (consulté le 23 mars 2018).
19. « Fiche de Jacqueline Gourault (https://www.senat.fr/senateur/gourault_jacqueline010071.html) », sur *senat.fr*.
20. Le Monde, « Jacqueline Gourault nommée « Madame Corse » du gouvernement » (https://www.lemonde.fr/elections/article/2017/12/12/jacqueline-gourault-nommee-madame-corse-du-gouvernement_5228601_5001134.html), *lemonde.fr*, 12 décembre 2017.
21. « Quand la ministre chargée du dossier corse Jacqueline Gourault évoque des "prisonniers politiques" » (https://www.francetvinfo.fr/france/corse/corse/quand-la-ministre-chargee-du-dossier-corse-jacqueline-gourault-evoque-des-prisonniers-politiques_2831925.html) », sur *France Info*, 3 juillet 2018.
22. « Jacqueline Gourault, Madame Corse du gouvernement, gaffe en parlant de "prisonniers politiques" » (https://www.huffingtonpost.fr/2018/07/03/jacqueline-gourault-madame-corse-du-gouvernement-gaffe-en-parlant-de-prisonniers-politiques_a_23473429/) », sur *Le HuffPost*, 3 juillet 2018.
23. « Les députés rejettent un statut d'autonomie pour la Corse (<https://www.europe1.fr/politique/les-deputes-rejettent-un-statut-dautonomie-pour-la-corse-3699665>) », sur *Europe 1*, 2 juillet 2018.

24. Le Huffingtonpost, « Jacqueline Gourault, la "Madame Corse" du gouvernement devient la "Madame Alsace" » (https://www.huffingtonpost.fr/2018/08/03/jacqueline-gourault-la-madame-corse-du-gouvernement-devient-la-madame-alsace_a_23495376/), *www.huffingtonpost.fr*, 3 août 2018.
25. « Collectivité européenne d'Alsace : loi, décret... "si l'ensemble ne convient pas, nous ne l'accepterons pas" (F. Bierry) », *DNA - Dernières Nouvelles d'Alsace*, 25 novembre 2018 (lire en ligne (<https://www.dna.fr/actualite/2018/11/23/collectivite-europeenne-d-alsace-suivez-la-rencontre-avec-brigitte-klinkert-et-frederic-bierry>)).
26. « Jacqueline Gourault, une centriste à la cohésion des territoires (https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/10/16/la-cohesion-des-territoires-devient-une-priorite_5370036_823448.html) », sur *lemonde.fr*, 16 octobre 2018 (consulté le 17 avril 2020).
27. « Transports, logement, emploi, santé... Ce que prévoit le projet de loi sur la décentralisation (<https://www.boursorama.com/actualites/transports-logement-emploi-sante-ce-que-prevoit-le-projet-de-loi-sur-la-decentralisation-815b98b5962141be3edec357b1c569be>) », sur *Boursorama*, 21 juillet 2021 (consulté le 22 juillet 2021).
28. « Projet de loi décentralisation: le Sénat va adopter un texte enrichi (<https://www.lefigaro.fr/politique/projet-de-loi-decentralisation-le-senat-va-adopter-un-texte-enrichi-20210721>) », sur *lefigaro.fr* (consulté le 22 juillet 2021)
29. « Décentralisation : transports, logement social, RSA... les principales mesures du projet de loi (<https://www.sudouest.fr/economie/emploi/decentralisation-transports-logement-social-rsa-les-principales-mesures-du-projet-de-loi-4220301.php>) », sur *SudOuest.fr* (consulté le 22 juillet 2021)
30. « Emmanuel Macron propose de nommer Jacqueline Gourault au Conseil constitutionnel (<https://www.lefigaro.fr/politique/emmanuel-macron-propose-de-nommer-jacqueline-gourault-au-conseil-constitutionnel-20220215>) », sur *Le Figaro*, 15 février 2022 (consulté le 15 février 2022).
31. « Conseil constitutionnel : la nomination de Jacqueline Gourault validée contre l'avis du Sénat (<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/conseil-constitutionnel-la-nomination-de-jacqueline-gourault-validee-contre-l>) », sur *Public Senat*, 23 février 2022 (consulté le 27 avril 2022)
32. Agenda du président de la République sur le site *Elysee.fr*
33. Décret du 31 décembre 1997 portant promotion et nomination (<https://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PREX9702560D>).
34. Décret du 13 juillet 2026 portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (<https://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PRER2611865D>).

Voir aussi

Sur les autres projets Wikimedia :



Jacqueline Gourault (https://commons.wikimedia.org/wiki/Category:Jacqueline_Gourault?uselang=fr), sur Wikimedia Commons

Articles connexes

- Canton de Blois-1
- Communauté d'agglomération de Blois

- [Conseil général de Loir-et-Cher](#)
- [Conseil régional du Centre](#)
- [La Chaussée-Saint-Victor](#)
- [Liste des sénateurs de Loir-et-Cher](#)
- [Femmes ministres en France](#)
- [Gouvernement Castex](#)
- [Gouvernement Philippe II](#)

Liens externes

- Ressources relatives à la vie publique : [Archives électorales de Sciences Po \(https://archives.sciencespo.fr/archive/catalogue/persname/gourault-jacqueline\)](https://archives.sciencespo.fr/archive/catalogue/persname/gourault-jacqueline) • [Haute Autorité pour la transparence de la vie publique \(http://www.hatvp.fr/fiche-nominative/?declarant=gourault-jacqueline\)](http://www.hatvp.fr/fiche-nominative/?declarant=gourault-jacqueline) • [Sénat \(https://www.senat.fr/senateur/gourault_jacqueline01007l.html\)](https://www.senat.fr/senateur/gourault_jacqueline01007l.html) • [Vie publique \(https://www.vie-publique.fr/8788-jacqueline-gourault\)](https://www.vie-publique.fr/8788-jacqueline-gourault)
 - Ressource relative à plusieurs domaines : [Radio France \(https://www.radiofrance.fr/personnes/jacqueline-gourault\)](https://www.radiofrance.fr/personnes/jacqueline-gourault)
 -
 - Notices d'autorité : [VIAF \(https://viaf.org/viaf/39670764\)](https://viaf.org/viaf/39670764) • [ISNI \(https://isni.org/isni/0000000005281826\)](https://isni.org/isni/0000000005281826) • [BnF \(https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb15092836d\)](https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb15092836d) (données (<https://data.bnf.fr/ark:/12148/cb15092836d>)) • [IdRef \(https://www.idref.fr/07373960X\)](https://www.idref.fr/07373960X)
-